

## ***Mayotte : catastrophe naturelle et catastrophe sociale***

**Le 14 décembre, Mayotte a été en proie au cyclone Chido et la situation de la population est critique. Elle met en lumière les difficultés de l'île et notamment l'incurie de l'État français. Bayrou a dépêché sur place l'ex-ministre des Outre-mer et, surtout, Retailleau, le successeur de Darmanin, encore pire que son prédécesseur qui avait laissé un bien mauvais souvenir à Mayotte avec la chasse aux pauvres et aux migrants de l'opération Wuambushu d'avril 2023 qu'il avait dirigée.**

### **Des dégâts considérables...**

Le cyclone a ravagé tout le nord de Mayotte, avec des rafales de vent de plus de 220 km/h. Le port de Mamoudzou a été détruit, l'aéroport sérieusement endommagé, l'hôpital aussi. Des quartiers entiers ont été rayés de la carte. Le bilan humain reste difficile à établir : 14 morts sont officiellement recensés à ce jour, le préfet a dit craindre qu'il y en ait en fait des milliers ensevelis sous les décombres. Le nombre d'habitants qui ont tout perdu est beaucoup plus important. 100 000 habitants seraient sans toit, soit près du tiers des habitants de l'archipel.

### **Sur fond de misère ambiante...**

Les dégâts sur les infrastructures ont rendu l'accès à l'électricité, aux services téléphoniques et à l'eau courante encore plus difficile que d'habitude, compliquant le travail des secours. D'autant que les routes, déjà insuffisamment entretenues, ont été rendues impraticables à cause des nombreux arbres déplacés par le vent.

Les quartiers les plus pauvres sont en première ligne. Les bidonvilles représentent un tiers des habitations à Mayotte : bâtis en tôles, ils ont été emportés. Les sans-papiers sont encore plus touchés : ils ont été nombreux à ne pas s'abriter dans des centres d'hébergement de peur d'être arrêtés. Les hôpitaux, déjà en piètre état, ont été abîmés et inondés, et se retrouvent incapables d'accueillir et de soigner tous les blessés.

Les catastrophes naturelles sont de plus en plus fréquentes à cause des ravages du capitalisme sur le climat, comme l'ont rappelé les récentes inondations à Valence en Espagne. Mais l'ouragan Chido a plus à voir avec les catastrophes au Pakistan en 2022 ou en

2023 en Libye : la situation de misère et de sous-développement rend en effet ces populations encore plus vulnérables que celles des pays riches.

### **... et de responsabilité de l'État français**

L'État français a d'abord réagi en annonçant la présence de 1 600 policiers et gendarmes sur l'île, visiblement moins préoccupé par les problèmes de la population que par les « pillages », avant de rectifier le tir de sa com en mettant en avant l'envoi de la sécurité civile, de pompiers et l'établissement d'un pont aérien entre la France et Mayotte, via La Réunion. Il faut dire que c'était particulièrement choquant alors que les habitants, privés de tout, cherchent de l'eau et de la nourriture !

Bayrou annonce suivre la situation « heure par heure » et les représentants de l'État jurent faire de leur mieux pour régler la situation, cela ne calme en rien les inquiétudes des habitants. Au-delà du choc ressenti, il y a de la révolte contre l'État français. Un sentiment d'abandon qui ne vient pas de nulle part : le sous-financement des services publics et la répression sont des constantes à Mayotte. Cela a empiré ces dernières années avec la gestion calamiteuse du Covid et la chasse aux pauvres et aux migrants pendant l'opération Wuambushu.

Les larmes de crocodile de Macron et de ses acolytes sont donc particulièrement hypocrites. Mayotte est officiellement un département français. Mais la situation sur l'île ressemble bien plus à celle des plus pauvres parmi les pays africains voisins qu'à la métropole du septième pays le plus riche du monde. Ce cyclone a lieu sur un territoire déjà ravagé depuis des années par l'impérialisme, une catastrophe qui, elle, n'a rien de naturel.

## **Mutualisons les pertes**

Les fonds Phisalix ont été lancés ce 26 novembre. Au programme, onze projets médicaux et de recherche sont financés par des fonds privés et déductibles des impôts. Seulement voilà, parmi les grands mécènes, on retrouve le Crédit agricole. Celui-ci fait partie de la liste des créanciers auprès duquel le CHR emprunte de l'argent avec intérêt pour son fonctionnement.

Cette banque peut donc s'enrichir grâce à l'argent public, et peut diminuer son imposition en reversant quelques pièces de ce qu'elle pille dans nos poches, bien joué non ?

## **L'hôpital a besoin d'une perfusion**

Suite aux manques de rentrées de liquidités de l'hôpital, la direction a décidé de faire appel à une société privée pour qu'elle leur enseigne à gonfler la cotation des actes. Une solution bien curieuse lorsque l'on sait que l'enveloppe de l'Ondam se partage entre tous les hôpitaux de France. Plus de rentrées d'un côté c'est donc moins pour d'autres.

Ce qu'il faut pour notre système de santé, c'est plus qu'un os à ronger.

## **Des questionneurs aux ordres**

La ministre de la Santé s'est rendue il y a peu à l'inauguration d'un hôpital de jour en santé des femmes pour « échanger autour de la santé des femmes et de la prise en charge de victimes de violences ». Cette même ministre qui a annoncé que le taux de remboursement des médicaments par la Sécurité sociale baissera de 5 %, tout comme la prise en charge des consultations médicales. Comment sommes-nous censés améliorer la prise en charge des femmes si la santé devient hors de prix et si l'hôpital continue de s'effondrer ?

Voici quelques questions qu'il aurait été intéressant de lui poser...

## **Il faut augmenter les salaires**

Le mois de décembre est un mois difficile. Faire plaisir à son entourage et profiter un peu des fêtes coûte cher, notamment après deux ans d'inflation. Comme tous les ans, la paie sera un peu avancée, mais cela ne règle rien car il faudra tenir plus longtemps en janvier. Ce qu'il faut ce sont des augmentations de salaire et pas de revenus en dessous de 2000 euros net.

## **Pour l'Europe, il y a dictature et dictature...**

À peine Bachar el-Assad venait-il de s'enfuir que l'Allemagne, l'Autriche, le Danemark, la Suède, la

Norvège, l'Italie ont suspendu l'accueil des réfugiés syriens, parlant déjà de renvoyer les réfugiés déjà accueillis, et souvent installés depuis longtemps. La France a dit y réfléchir... Quelle hâte ! La tête du nouveau chef du gouvernement islamiste syrien était pourtant mise à prix comme terroriste par les États-Unis ! Le risque est donc grand de renvoyer les réfugiés, en particulier les femmes, directement dans la gueule du loup.

Mais peu importe aux dirigeants, du moment qu'ils peuvent flatter l'extrême droite !

## **François Bayrou va-t-il adouber Retailleau ?**

La première personnalité reçue par Bayrou a été Retailleau, le ministre de l'Intérieur démissionnaire. Tout un symbole. Ce dernier a demandé à « être confirmé dans la feuille de route qui était la sienne » sous Barnier, en fixant une « ligne rouge » pour occuper le poste : « la lutte drastique contre l'immigration illégale » et la « réduction de l'immigration légale au strict nécessaire ». Il n'y a aucune raison que Bayrou refuse une telle exigence qui fait l'unanimité à l'extrême droite, à droite, au centre et dans une partie de la gauche. Les Premiers ministres passent, la chasse aux migrants demeure.

## **RSA : la réalité derrière la démagogie**

Avec ses 15 heures d'activité hebdomadaire obligatoires, la réforme du RSA prévue par la loi « Plein-emploi » doit être généralisée en 2025. Il ne manque que les décrets d'application... et des financements ! Les services du conseil départemental de Moselle ont calculé que l'application stricte de la loi exigerait 180 postes dédiés pour mettre en œuvre l'accompagnement renforcé des bénéficiaires du RSA, c'est-à-dire au moins plusieurs millions d'euros. Mieux vaudrait utiliser ce fric à augmenter le RSA sans obligation de 15 heures de boulot gratuit.

## **Violences sexistes contre les infirmières**

Une enquête sur les VSS dans la profession révèle qu'elles atteignent un niveau effrayant. 21 000 infirmières et infirmiers ont été interrogés du 13 au 29 septembre 2023, dont 12 % d'hommes. 49 % des personnes qui ont répondu ont affirmé avoir déjà été victimes d'au moins un type de VSS, certains en déclarant plusieurs. Au total, 2 % seulement ont porté plainte, les autres déclarant « n'avoir entrepris aucune démarche » essentiellement par « crainte des répercussions » sur leur carrière ou par peur « ne pas être entendues ».